



Réseau de recherche et de connaissances
relatives aux peuples autochtones

78^e Congrès de l'ACFAS 2010 Université de Montréal

Anciens savoirs, nouveaux défis : Le savoir autochtone relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité

Colloque/atelier 424
Lundi 10 mai 2010 : 8h30 à 17h00

Responsables

CAROLE LÉVESQUE, professeure, Institut national de la recherche scientifique
Directrice du réseau DIALOG

THORA MARTINA HERRMANN, professeure, Chaire de recherche du Canada en Ethnoécologie et
Conservation de la Biodiversité, UdeM

avec la collaboration du
Centre de Développement de la Recherche Internationale en Environnement

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
EN ETHNOÉCOLOGIE ET CONSERVATION
DE LA BIODIVERSITÉ



Université 
de Montréal

Description de l'activité

Les peuples autochtones ont une intime compréhension de leurs territoires. Ils savent exploiter de multiples façons de nombreuses espèces animales et végétales, qu'ils transforment en produits alimentaires, en médicaments ou en colorants, ils ont développé de techniques culturelles pour un grand nombre de plantes utiles. Ce savoir et savoir-faire autochtone accumulé au fil de l'histoire est la propriété collective des communautés et se transmet oralement de génération en générations, notamment sous forme de valeurs culturelles, de règles traditionnelles, de langues locales, de rituels, de pratiques de santé et de méthodes agricoles. Les femmes comme les hommes possèdent d'importants corpus de savoir et de savoir-faire. Les femmes ont leurs propres domaines d'expertise et leur propre mode de transmission des savoirs. Les savoirs sont à la base d'un développement durable localement adapté. La destruction de l'habitat des peuples autochtones, leur déracinement, leur expulsion et la perte de leur identité met les peuples face au risque de perdre ces connaissances. Les découvertes dans l'industrie cosmétique, agro-alimentaire, et pharmaceutique faites à partir des savoirs soulèvent le problème de l'accès aux ressources, des brevets et de la reconnaissance de la propriété intellectuelle des savoirs collectifs. Avec la signature de la Convention sur la diversité biologique (CDB) les savoirs autochtones ont, pour la première fois, bénéficiés d'une large reconnaissance. L'accès aux savoirs traditionnels doit reposer sur un consentement préalable et nécessite un partage des bénéfices. Néanmoins, il s'agit principalement d'un accord entre États, qui ne prend pas nécessairement en compte les intérêts des groupes autochtones. Les savoirs sont une propriété commune, contrairement à la définition que l'OMC donne des droits privés et individuels à la connaissance et à la propriété industrielle dans l'accord sur les ADPIC. Ce colloque interdisciplinaire propose de mettre en évidence, en explorant des études de cas issue des Amériques, d'Afrique, de l'Océanie et de l'Australie, l'importance de prendre en compte et d'intégrer les savoirs autochtones en vue de proposer de nouvelles voies pour assurer la conservation de la biodiversité.

Lundi 10 mai 2010

8h45 à 9h00	Session 1 : Allocation d'ouverture
	CAROLE LÉVESQUE , professeure INRS THORA HERRMANN , professeure CRCECB
Présidente de session Thora Herrmann UdeM	Session 2 : Mise en contexte
9h00 à 9h20	CAROLE LÉVESQUE , professeure INRS Titre : Dialogue des savoirs entre chercheurs et peuples autochtones : mettre en œuvre le projet transculturel en recherche sociale
9h20 à 9h40	MARIE FALL , Professeure, UQAC Titre : Impacts des aires protégées sur le développement local : acteurs et conflits autour de la gouvernance des espaces et des ressources dans la réserve de biosphère du delta du Saloum, Sénégal
9h40 à 10h00	KONSTANTIA KOUTOUKI , Professeure, RDP, UdeM Titre : Plantes médicinales et médecine moderne : Protection de la propriété intellectuelle et du savoir collectif et partage des bénéfices de la biodiversité
10h00 à 10h15	Période de questions
10h15 à 10h30	Pause
Présidente de session Thora Herrmann UdeM	Session 3 : Les savoirs et pratiques de l'environnement naturel : des ressources dynamiques et vivantes dans les sociétés autochtones d'aujourd'hui
10h30 à 10h50	MARIE SAINT-ARNAUD , chercheuse, CRC en éducation relative à l'environnement, UQAM Titre : Foresterie autochtone à Kitchisakik: Ejigabwin 2002-2010. Résultats d'une recherche partenariale au long cours.
10h50 à 11h10	IOANA RADU , doctorante Concordia University Titre : Traditional Knowledge and the Dehcho Land Use Plan: linking self-governance and sustainability in the Northwest Territories
11h10 à 11h30	MARTIN PREAUD , EHESS, James Cook University, Australie Titre : « Construire des Histoires dans nos Jeunes » : Développement durable autochtone dans le Kimberley australien.
11h30 à 11h50	JAVIER DIAZ , étudiant, Université Laval STEPHANE ROCHE , professeure, Université Laval JOSE GREGORIO , <i>Cabildo</i> de San Martin de Amacayacu Titre : Analyse critique d'un processus de cartographie participative en Amazonie colombienne
11h50 à 12h00	COURT MÉTRAGE « MAPPING OUR TERRITORY » (COLOMBIE)
12h00 à 12h15	Période de questions
12h15 à 13h30	Lunch

Présidente de session Carole Lévesque INRS	Session 4 : La prise en compte des savoirs et des savoir faire pour assurer la gestion durable de la biodiversité
13h30 à 13h50	NADJA PALOMO , CDHAL, étudiante UdeM Titre : Le savoir et la gestion des plantes médicinales dans les communautés autochtones Nahuas de la Huasteca Potosina au Mexique
13h50 à 14h10	CAROLINA MONARDES , doctorante, UdeM Titre : Les enjeux relatifs à la qualification juridique des plantes associées au savoir traditionnel : l'ayahuasca, un cas emblématique
14h10 à 14h30	Période de questions
14h30 à 14h50	COSTANZA TORRI , Chercheure, University of Toronto THORA HERRMANN , Professeure, Directrice CRCECB, UdeM Titre : Quand le savoir des femmes autochtones est moteur d'innovation : conjuguer les aspects culturels, socioéconomiques et écologiques à travers l'entrepreneuriat communautaire en Inde et au Chili
14h50 à 15h10	NATHALIE KERMOAL , Professeure University of Alberta Titre : Le savoir et le savoir-faire des Métisses de l'Ouest canadien entourant la médecine traditionnelle
15h10 à 15h30	Période de questions/Discussion
15h30 à 15h45	Pause
Présidente de session Thora Herrmann, UdeM	Session 5 : Visite de l'exposition virtuelle : « Les instruments musicaux – un monde détourné » Instruments issus de la récupération d'objets de nature animale, végétale et minérale
15h45 à 16h15	MONIQUE DESROCHES , Professeure, Directrice du Laboratoire de recherche sur les musiques du monde (LRMM), Faculté de musique, Université de Montréal
16h15 à 16h30	Session 6 : Allocation de clôture - Bilan de la journée
	CAROLE LÉVESQUE , professeure INRS THORA HERRMANN , professeure UdeM

Résumés des communications

Dialogue des savoirs entre chercheurs et peuples autochtones : mettre en œuvre le projet transculturel en recherche sociale

CAROLE LEVESQUE, Professeure, Directrice de DIALOG
Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation, Culture et Société

Le dossier des savoirs des Autochtones connaît depuis le début des années 90 une popularité grandissante. Au fur et à mesure que les peuples autochtones se sont imposés comme des partenaires incontournables sur l'échiquier national et international, les savoirs sont en effet devenus un nouvel espace d'affirmation culturelle et politique. À l'échelle des Amériques, des centaines de textes, issus autant de la communauté scientifique que des instances autochtones ou gouvernementales, abordent la question, formant ainsi un corpus documentaire impressionnant. Les applications sont tout aussi nombreuses; ainsi, plusieurs pays, dont le Canada et l'Argentine par exemple, de même que plusieurs instances internationales (autour de la Convention sur la diversité biologique notamment) se sont dotés de politiques, de stratégies ou de directives incitant fortement les promoteurs de projets de développement à prendre en compte les savoirs des Autochtones. Mais qu'en est-il aujourd'hui des retombées de ce dossier sur le plan de la recherche sociale? Peut-on parler d'une nouvelle épistémologie de la connaissance et si oui en quels termes? Pour l'anthropologie, le dossier des savoirs des Autochtones s'inscrit généralement dans la suite logique des travaux en ethnoscience qui ont connu un intérêt certain à partir des années 50; les savoirs des Autochtones constituant aux yeux de nombreux anthropologues une contribution indéniable au patrimoine mondial du savoir. Pour d'autres disciplines et d'autres chercheurs par contre, il s'agit parfois d'un complément d'information à la recherche scientifique, complément original sans doute, mais dont la portée est nécessairement limitée. Pour d'autres encore, plus rares, la question des savoirs devient le lieu d'un nouveau dialogue post-moderne, pour ne pas dire post-colonial, avec les peuples autochtones. La présente conférence fera le tour de ces questions dans la perspective d'une contribution à la mise en œuvre d'une épistémologie de la transculturalité.



Impacts des aires protégées sur le développement local : acteurs et conflits autour de la gouvernance des espaces et des ressources dans la réserve de biosphère du delta du Saloum, Sénégal

MARIE FALL, Professeure
Département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi

Depuis toujours, les sociétés et les espaces dans lesquels elles sont établies interagissent. L'appropriation de l'espace est fortement tributaire de la disponibilité des ressources nécessaires à l'existence des sociétés. Les acteurs qui composent les sociétés, selon leur organisation sociopolitique et culturelle, leurs besoins, ainsi que leurs modes de production, ont des intérêts qui ne sont pas toujours conciliables. Du fait des restrictions sur les espaces et les ressources, les aires protégées sont des espaces d'affrontement entre plusieurs acteurs, notamment : les communautés locales, les structures étatiques (administration territoriale et forestière), les ONG (locales, nationales et internationales), les populations immigrantes et les entreprises privées. Les conflits, dont les principaux enjeux sont l'utilisation domestique, l'exploitation économique, la protection de la biodiversité, l'occupation et l'appropriation des espaces et des ressources, s'y posent avec acuité. Dans la RBDS, les contraintes liées aux pressions anthropiques, aux phénomènes naturels et géographiques, et, aux structures sociopolitiques difficiles à surmonter, créent une situation de pénurie et accroissent les convoitises.



Plantes médicinales et médecine moderne : Protection de la propriété intellectuelle et du savoir collectif et le partage des bénéfices de la biodiversité

KONSTANTIA KOUTOUKI, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal & Conseillère au Centre de droit international du développement durable (CDIDD)

Malgré son importance et sa position précaire, le savoir traditionnel autochtone des plantes médicinales est désavantagé sous le droit international parce qu'il représente beaucoup plus que des profits commerciaux ou des « bénéfices à partager ». Ce savoir est aussi le cœur de plusieurs croyances et de systèmes sociaux autochtones et il assure les soins médicaux pour la grande majorité des personnes autochtones. Si on inclut le savoir des plantes médicinales de peuples traditionnels mais non autochtones alors celles-ci fournissent des soins médicaux pour la vaste majorité de la population mondiale. L'indivisibilité des aspects commerciaux et sociaux du savoir traditionnel autochtone des plantes médicinales a eu le résultat infortuné d'être laissé dans un flou juridique. Historiquement, les essais pour trouver une place ainsi qu'une voix aux peuples autochtones dans le système de droit international ont été marginalisés par le concept de la souveraineté des États. Dans le droit international contemporain, les États-nations ont encore une position dominante mais malheureusement, les relations entre les peuples autochtones et leurs États-nations respectifs restent au mieux turbulentes.



Foresterie autochtone à Kitcisakik: Ejigabwîn 2002-2010. Résultats d'une recherche partenariale au long cours.

MARIE SAINT-ARNAUD, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement
UQAM

Dans la langue des Anicinapek, Ejigabwîn, c'est l'empreinte laissée à la croisée des chemins. Nous présenterons les principaux résultats d'un partenariat de recherche interdisciplinaire et intersectoriel qui a pris forme il y a plus de huit ans. Conjointement avec les membres du Comité Forêt de Kitcisakik, nous avons mis en place un processus de recherche-intervention collaborative qui s'est articulé autour de la question suivante : "Quels seraient les fondements et les pratiques d'une foresterie dite « autochtone » qui serait adaptée au mode de vie, aux valeurs et aux aspirations des Anicinapek de Kitcisakik?" Le volet ethnographique de cette recherche a permis de clarifier la relation Anicinapek/forêt/foresterie telle que vécue par les membres de cette Première Nation algonquine. En nous appuyant sur une méthodologie multi-stratégique adaptative, nous avons mis au jour le caractère fortement identitaire et traditionnel du rapport qu'entretiennent les Anicinapek envers la forêt qu'ils nomment Nopimik. La dimension participative et éducative que nous avons développée a permis d'accompagner la communauté dans l'élaboration de principes et critères de foresterie adaptés au contexte autochtone. La proposition qui a émergé de cette démarche est en quelque sorte celle de « l'empreinte des Anicinapek » dans un environnement forestier en pleine transition.



Traditional Knowledge and the Dehcho Land Use Plan: linking self-governance and sustainability in the Northwest Territories

IOANA RADU, doctorante, Concordia University & Assistante de recherche, DIALOG, INRS

This paper explores how the Dehcho Dene Nation, Northwest Territories have used traditional knowledge to link notions of sustainability to self-governance through the development of the Dehcho Land Use Plan. The Dehcho Dene is the only aboriginal group directly affected by Mackenzie Gas Project (the Project) that has yet to sign a land claim agreement with the federal government. Known as the Dehcho Process, the negotiations led to the development of a land use plan that takes into consideration “the principles of respect for the land, as understood and explained by the Dehcho Elders, and sustainable development.” The plan provides “for the conservation, development and utilization of the land, waters and other resources in the Dehcho territory” (LUPC, 2006). Its significance for the effective management of resources in the region is heightened by the fact that, almost half century in the making, the Mackenzie Gas Project has received a favourable recommendation from the independent Joint Review Panel - created in 2002 by the Inuvialuit Game Council and the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board to evaluate the environmental and socio-economic impacts (EIA/SEA) of the proposed Project. With over 4 years in the making, 115 days of hearings in 26 communities, and 558 presenters, the EIA review of the Mackenzie Gas Project is, so far, a unique “made-in-the-north” process due to, among many, the expanded participation of aboriginal communities likely to be impacted by the proposed project (Government of Canada, 2009). Most notably, the process promotes and facilitates “the contribution of traditional knowledge to the environmental impact review” while “preventing the exploitation of that community’s traditional knowledge by others”(Government of Canada, 2009).



« Construire des Histoires dans nos Jeunes » : Développement durable autochtone dans le Kimberley australien.

MARTIN PREAUD, Chercheur,
École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris, France & James Cook University,
Australie

Depuis qu'ils sont en mesure de faire valoir leurs droits sur certains territoires traditionnels au travers du Native Title Tribunal, les Aborigènes du Kimberley et leurs organisations ont mis en place de multiples programmes de gestion des ressources naturelles et culturelles sur leurs Pays. Un mouvement similaire s'observe dans toutes les régions habitées par les autochtones et dans lesquelles ils ont pu négocier ou obtenir un accès spécifique à leurs territoires ancestraux. L'enjeu de tous ces programmes est un renouvellement social et économique fondé sur la pratique du « soin au pays » (caring for country) dans une perspective de develop-man - développement durable et conjoint des écosystèmes et des sociétés autochtones qui passe par la transmission intergénérationnelle des savoirs et pratiques écologiques traditionnels et leur articulation à la société australienne. Je présenterai plusieurs de ces programmes, tels qu'ils sont actuellement développés dans la région du Kimberley, afin de mettre en lumière les enjeux qu'une réappropriation du territoire et de leurs savoirs par les autochtones soulèvent (vis-à-vis de l'Etat, des industriels et des ONG écologiques) et d'interroger les conditions de possibilité de reproduction de ces savoirs et pratiques dans le cadre des changements environnementaux majeurs intervenus en Australie et de la globalisation des questions climatiques et de biodiversité.



Savoirs autochtones et cartographie participative du territoire des communautés de San Martin, en Colombie

JAVIER DIAZ, étudiant à la maîtrise, Université Laval
STEPHANE ROCHE, Professeur et directeur. Département des sciences géomatiques, Université Laval
JOSE GREGORIO, *Cabildo* de San Martin de Amacayacu

Historiquement, l'utilisation de la terre dans la région de l'Amazonie est caractérisée par une surexploitation des ressources naturelles par des personnes et organisations exogènes. Les communautés amérindiennes de l'Amazonie colombienne ont tenté de limiter ces activités et leurs impacts, effort et revendications qu'elles continuent de faire encore aujourd'hui. Les réclamations de ces peuples sont basées sur la reconnaissance de leurs droits, accordés par la Constitution colombienne, afin de protéger et de gérer ce territoire. C'est dans ce contexte que la communauté Tikuna de San-Martín-de-Amacayacu a démarré un projet de cartographie communautaire en 2006, projet auquel nous avons été conviés. Le présent article décrit la réalisation d'un exercice de cartographie participative au cours duquel nous avons pu travailler avec la communauté, en nous basant tout d'abord sur leurs connaissances préalables du territoire et recourant à leurs méthodes traditionnelles de représentation spatiale. À l'aide d'observations de terrain, nous avons mené une analyse critique. Cette démarche nous a permis d'acquérir, de formaliser et d'intégrer les savoirs locaux traditionnels au cœur de solutions géospatiales modernes. Mais, nous avons également considéré les entités de l'État impliquées dans le processus de conservation et d'utilisation de la biodiversité du territoire ancestral de San Martín, de même que les initiatives locales de gestion des ressources et de conservation du milieu, engagées par un organisme non-gouvernemental (ONG) communautaire. Ce papier, nous permet de dresser une synthèse de ces travaux et de présenter l'utilité des technologies géomatiques dans un contexte participatif, dans lequel se mélangent la connaissance locale et la technologie en tant que générateur de propositions de recherche au sein de la communauté, et de moyens de communication avec le monde extérieur.



Le savoir et la gestion des plantes médicinales dans les communautés autochtones Nahuas de la Huasteca Potosina au Mexique

NADJA PALOMO, Étudiante à la maîtrise, département de géographie,
CRCECB, Université de Montréal & CDHAL

Depuis des milliers d'années les sociétés humaines ont géré et modifié ses écosystèmes en utilisant des plantes et des animaux pour de raisons de subsistances ainsi que pour de raisons médical – pharmaceutiques. Dans le cas des plantes, elles fournissent et fournissent aux hommes de la nourriture, des médecines, ainsi que le matériel pour la construction, l'artisanat ou encore d'autres produits comme des combustibles. Parmi ces utilisations, les plantes médicinales jouent un rôle central, non seulement sont elles utilisées dans la médecine traditionnelle de certaines cultures, mais elles font également objet de commercialisation qui satisfait une demande de marchés souvent lointains. Face à la forte pression qui pèse actuellement sur les populations de plantes médicinales, due à l'augmentation de la surexploitation commerciale et la perte d'habitat, il est crucial de trouver des options qui permettront une gestion durable qui assure la conservation permanente de cette ressource tout en contribuant à maintenir le bien-être socioéconomique des communautés locales qui en dépendent. L'objectif de ce projet est de dresser un portrait de la diversité des stratégies de gestion des plantes médicinales auprès de sept communautés autochtones Nahuas dans la Huasteca Potosina au Mexique. Notre recherche démontre un éventail de pratiques de gestion, d'intérêts et de besoins au sein d'une même ethnie. Cette présentation met en évidence l'importance des pratiques locales de gestion pour élaborer des recommandations dans le champ de la gestion durable des plantes médicinales.

Les enjeux relatifs à la qualification juridique des plantes associées au savoir traditionnel : l'ayahuasca, un cas emblématique

CAROLINA MONARDES, Doctorante, Université de Montréal

Les plantes associées au savoir traditionnel autochtone suscitent une attention croissante. Leurs propriétés pharmaceutiques intéressent en effet la communauté scientifique. Des croyances religieuses qui se propagent jusqu'en Occident leur attribuent également une valeur rituelle. Une plus grande accessibilité à ces végétaux est d'ailleurs favorisée par des sites internet qui en proposent l'achat. Utilisées dans des contextes thérapeutiques, traditionnels, initiatiques, commerciaux ou religieux, ces plantes sont tour à tour considérées comme des drogues illicites, des pharmacopées, des produits naturels ou des sacrements. Leur qualification juridique fait ainsi l'objet de controverses : leur statut varie suivant leur nature, mais peut également différer à l'égard de la même substance, parfois même, selon leurs utilisations, à l'intérieur du même pays. Dans cet exposé, nous présenterons l'ayahuasca (*Banisteriosis caapi*), une plante servant à la fabrication d'une boisson traditionnelle dont la consommation est de plus en plus répandue à travers le monde. Nous examinerons les politiques publiques de divers pays d'Europe et d'Amérique ayant trait à son usage et identifierons les rationalités qui prédominent dans les textes législatifs et les décisions jurisprudentielles. Notre objectif consiste à déterminer si le droit offre des solutions qui reflètent un consensus entre les différents acteurs ou s'il ne sert qu'à légitimer les représentations dominantes dans une société donnée.



Quand le savoir des femmes autochtones est moteur d'innovation : conjuguer les aspects culturels, socioéconomiques et écologiques à travers l'entrepreneuriat communautaire en Inde et au Chili

MARIA COSTANZA TORRI, Lecturer, Département des Sciences Sociales,
University of Toronto Scarborough

THORA MARTINA HERRMANN, Professeure, Directrice de la Chaire de recherche du Canada en
Ethnoécologie et Conservation de la Biodiversité (CRCECB), Université de Montréal

Gender, the socially constructed roles and characteristics assigned to women and men in a specific culture, plays a key role in people's access to, use of and control over biodiversity. This is especially relevant in the case of medicinal plants, as in numerous societies, it is mainly women who are wild plant gatherers and managers, home gardeners and plant domesticators, herbalists and healers, as well as seed custodians. Yet, in many countries women's knowledge and practices are neglected as insignificant and gendered realities are not acknowledged in many development and plant conservation initiatives. This results in serious inequities in the distribution of the benefits of biodiversity and affects its sustainable management. We will show, through the analysis of three innovative study cases, represented by the women-lead cooperative GMCL in India as well as the Asociacion Lafkenche and Choyun Kimn in Chile the link between gender and medicinal plants biodiversity uses, sustainable management and access. We will explore in our talk in detail the link between women-based businesses in herbal products and sustainable rural development in a challenging environment counting on limited resources. Finally, our talk shall give an understanding of the key role that women entrepreneurship centred upon the herbal sector can play in reinforcing local health care and promoting empowerment poor rural indigenous and tribal women.



Le savoir et le savoir-faire des Métisses de l'Ouest canadien entourant la médecine traditionnelle

NATHALIE KERMOAL, Professeure,
Campus Saint-Jean et École des études autochtones, University of Alberta.

Le savoir et le savoir-faire des Métisses de l'Ouest canadien entourant la médecine traditionnelle sont encore très mal connus car les écrits historiques ont accordé une importance démesurée aux activités masculines et aux événements politiques qui ont marqué l'histoire de la nation métisse. Dans notre communication, nous nous proposons de nous détourner de l'extraordinaire, du formel, du public et du savoir universel pour faciliter l'épanouissement de l'ordinaire, de l'informel, du personnel et du traditionnel dans le but ultime de valoriser l'expérience directe des individus et des communautés et, plus particulièrement, rehausser la contribution unique de ces femmes dans l'histoire du Canada. Nous mettrons en relief la valeur de cette réinscription historique pour la reconnaissance actuelle des droits du peuple métis. En effet, une non-reconnaissance de leurs droits liée au développement de l'industrie pétrolière (pour ne nommer qu'elle) dans l'Ouest mettent actuellement en péril le savoir traditionnel rattaché à leurs territoires.

